

# Tendances lait et viande

La lettre de conjoncture - cne - Institut de l'Élevage (peb)

Consultable sur le site web de l'Institut de l'Élevage : [www.idele.fr](http://www.idele.fr)

**Mai 2018**

Numéro 290

Rédaction achevée le 18 mai 2018

REGARDS  
sur les  
MARCHÉS

## viande bovine

### Jeunes bovins

*France, marché lourd en race à viande*

*Europe, baisse saisonnière contrastée selon les pays*

### Femelles

*France, marché lourd*

*Europe, les prix des laitières globalement en hausse*

### Maigre

*Plafonnement des cours*

**Veaux de boucherie, alourdissement saisonnier du marché**

**Veaux nourrissons, un marché tendu**

## lait de vache

- Collecte laitière : croissance ralentie dans l'Union européenne
- Marchés des produits laitiers : vers une nouvelle « pénurie » de beurre ?
- Marchés des produits laitiers français : en demi-teinte

## viande ovine

- Marché de la viande ovine : embellie des prix aux quatre coins du monde

## lait de chèvre

- La collecte est relancée en France, dynamique en Espagne

## le chiffre du mois

**+ 2%**

C'est la hausse de la production nationale de viande de veau au 1<sup>er</sup> trimestre de 2018.

## zoom

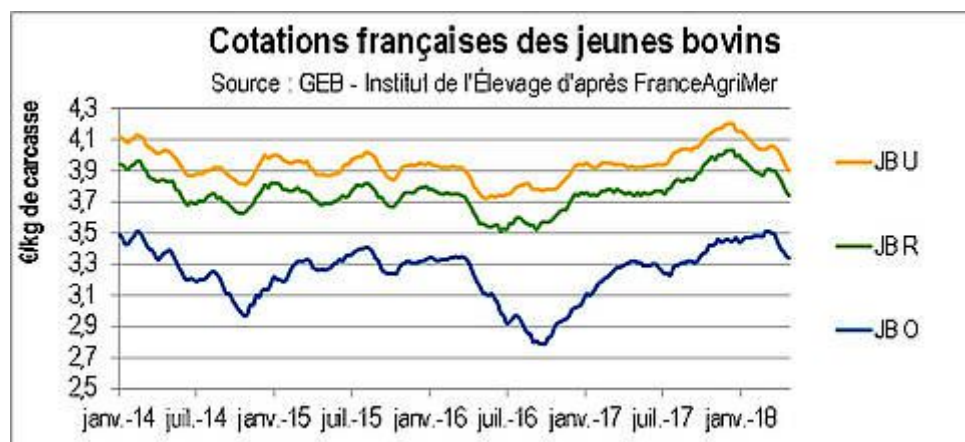
**Comment la filière lait « bio » se développe en Europe du Nord**

## Jeunes bovins en France : marché lourd en race à viande

Après une période plutôt faste, les cours des taurillons ont repris leur baisse saisonnière. Le marché des JB de race à viande est plutôt lourd et encombré, alors que celui des JB laitiers est toujours en perte de vitesse. Les exportations sont dynamiques en ce début d'année, portées par une demande allemande active.

### Baisse saisonnière des cours marquée

Après plusieurs mois à un niveau relativement haut, les cours des JB sont bel et bien orientés à la baisse. Les cotations des JB U et R ont perdu 13 centimes en 4 semaines. Le JB U plonge même en-dessous de son niveau de 2017, à 3,90 €/kg semaine 18 (-1%). Le JB R retrouve son cours de l'an dernier, à 3,74 €/kg. Le JB O résiste mieux. À 3,34 €/kg, il a perdu 10 centimes en 4 semaines et reste malgré tout 1% au-dessus de son niveau de 2017.



### Nombreuses sorties de JB de race à viande

Les abattages de JB de type viande ont décollé en avril (+5% /2017), d'après les données mensuelles de Normabev. Cette nouvelle tendance pourrait se poursuivre les prochains mois. En effet, des files d'attente se sont constituées et les effectifs en BDNI des mâles de race à viande âgés de 12 à 18 mois sont étoffés (+2% soit +10 000 têtes) ainsi que ceux âgés de 18 à 24 mois (+17%).

Au 1<sup>er</sup> avril, les abattages de jeunes bovins laitiers ont fortement chuté d'après les données Normabev (-16% /2017). Ceci concorde avec les effectifs de mâles de 18 à 24 mois enregistrés en BDNI, en baisse de 8% au 1<sup>er</sup> avril d'un an sur l'autre. Le déclin de l'engraissement de JB laitiers semble persister : les mâles plus jeunes sont également moins nombreux que l'an passé (-12% pour les 12-18 mois et -9% pour les 6-12 mois).

### +3% pour les exports de viande bovine au 1<sup>er</sup> trimestre

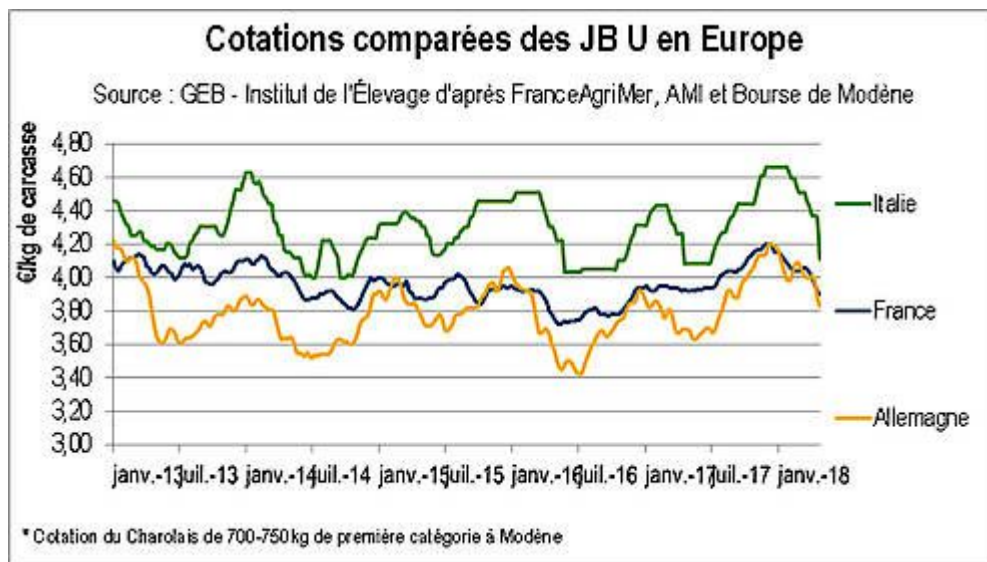
La France a exporté 59 400 téc de viande bovine fraîche et congelée sur les 3 premiers mois de l'année (+3% /2017). Les ventes vers l'Italie et la Grèce continuent de s'effriter (-3%), à respectivement 20 000 téc et 10 000 téc. En revanche, celles vers l'Allemagne continuent de croître (+6% à 12 000 téc), de même que celles vers les pays tiers (+34% à 5 000 téc) bien que les volumes restent modestes.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

## JB en Europe : baisse saisonnière contrastée selon les pays

Les prix évoluent de manière contrastée dans l'UE. La baisse saisonnière est très marquée en Italie et en Allemagne alors que le cours du JB polonais est plutôt stable, grâce à sa bonne valorisation sur le marché européen. Le décrochage de la cotation du JB charolais italien réduit le différentiel avec celle des JB allemands et français.

### En Italie les cours des Charolais décrochent



En Italie, les abattages dynamiques de ces dernières semaines couplés à une baisse de consommation, due à la récente vague de chaleur, ont provoqué une baisse momentanée et abrupte des prix surtout ceux des Charolais. Cependant, d'après les experts italiens, le marché se rééquilibrera dans les prochaines semaines suite au retour à la normale des abattages.

La cotation du JB charolais de 700-750 kg à Modène a décroché en perdant 16 centimes sur les 4 semaines d'avril. A 2,43 €/kg vif, elle est restée malgré tout supérieure à son niveau de l'année dernière à pareille époque (+1% /2017 et -3% /2016). En revanche, le cours du mâle limousin de 600-650 kg a résisté se maintenant à 1 ct près à 2,74 €/kg (+3% /2017). La cotation du Croisé national est toujours stable depuis décembre, à 2,43 €/kg vif (+5% /2017 et +3% /2016).

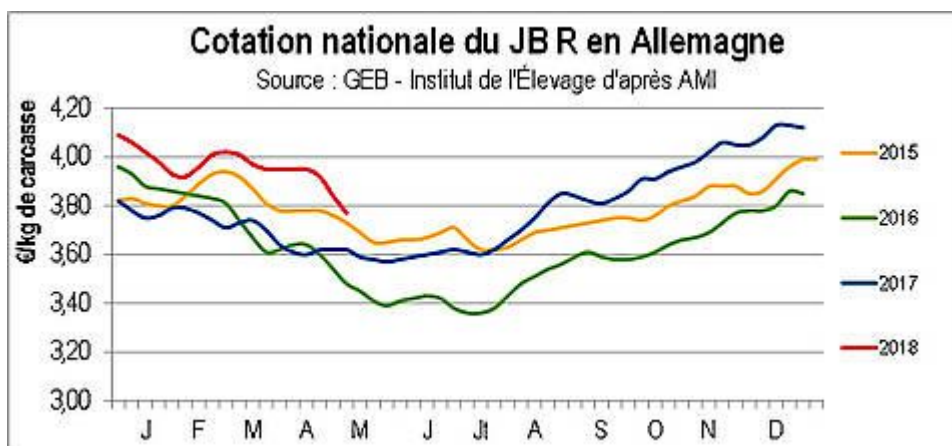
Les sorties devraient se maintenir dans les mois à venir. La BDNI italienne fait état d'une hausse du nombre de mâles de 1 à 2 ans présents dans les ateliers fin avril (+33 000 têtes ou +7% /2017). En revanche, le marché devrait s'alléger au 3<sup>ème</sup> trimestre 2018, les mâles de 0 à 12 mois étant moins nombreux que l'année précédente (-27 000 têtes ou -4% /2017).

### Baisse saisonnière des cours en Allemagne

En Allemagne, le dynamisme de la demande autour des fêtes pascales, période propice à la consommation de viande de taurillons, est retombé mi-avril. Heureusement, les sorties de taurillons ont diminué sur les 8 dernières semaines connues (-4% /2017 selon l'indicateur AML sur les semaines 11 à 18), ce qui permet au marché de rester équilibré.

Bien que la baisse saisonnière ait été retardée en raison d'un marché dynamique au début de printemps, elle semble s'être amorcée avec des cotations qui décrochent dans toutes les catégories.

La cotation du JB U a perdu 17 centimes en 4 semaines à 3,83 €/kg de carcasse début mai (+4% /2017 ; +8% /2016). Celle du JB R a perdu 18 centimes à 3,77 €/kg (+4% /2017 ; +8% /2018) et celle du JB O 15 centimes à 3,57 €/kg, (+6% /2017 ; +9% /2016).

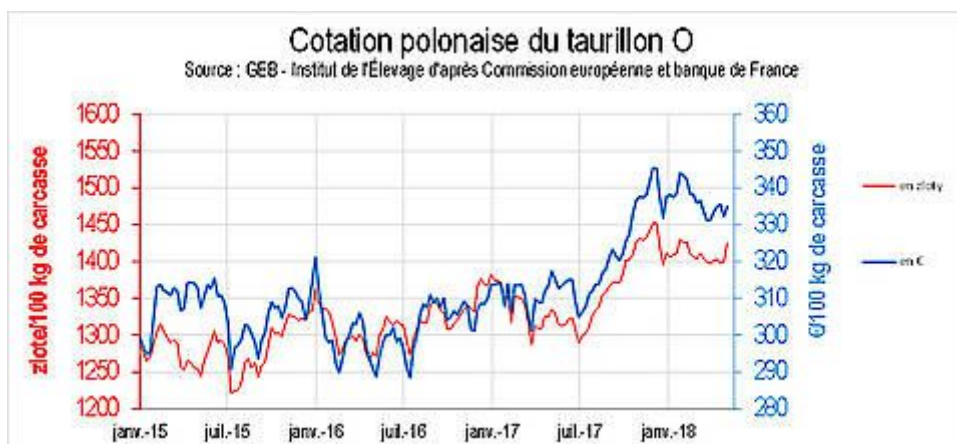


## Stabilité en Pologne

En Pologne, la production de viande bovine continue sa croissance. Les JB polonais abattus ont encore bondi de 11% /2017 sur les deux premiers mois à 155 000 têtes. Soit une production abattue de 51 000 téc (+12% /2017).

Le JB est épargné par la baisse saisonnière des cours qui affecte les autres pays européens. A 3,35 €/kg début mai, il se situe +6% /2017 ; +16% /2016. A 14,25 zlotys/kg début mai (+7% /2017 ; +12% /2016), la cotation est très incitative à la mise en place de mâles en atelier.

La viande bovine polonaise, toujours mieux valorisée sur le marché européen, s'exporte toujours plus. En janvier, les envois polonais ont totalisé 33 000 téc soit +9% /2017 et +12% /2016. Les expéditions de viande bovine réfrigérée ont principalement progressé sur des destinations secondaires : l'Espagne +27% à 2 200 téc ; la Turquie 1 700 téc en janvier 2018 (contre 0 téc en janvier 2017).



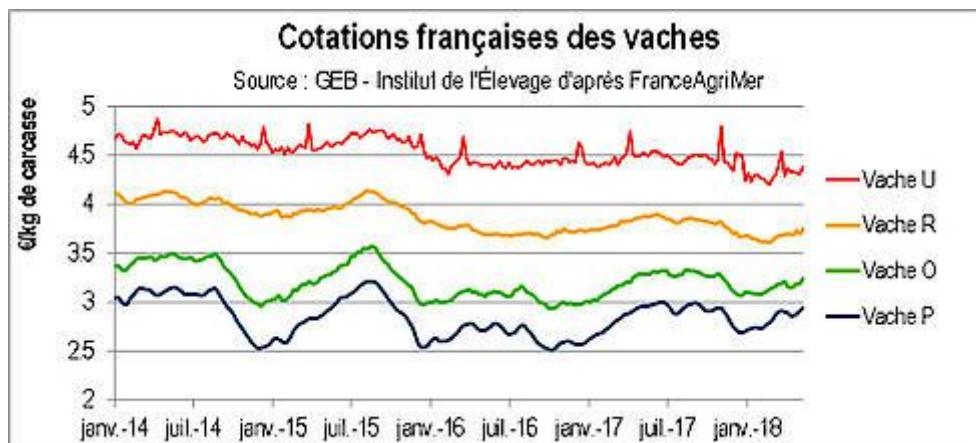
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

## Femelles en France : marché lourd

Les nombreuses réformes de vaches limitent la hausse saisonnière des cours. Même les cotations des laitières sont maintenant inférieures à leur niveau de l'an dernier.

### Prix sous pression

Les prix des vaches ont gagné quelques centimes entre début avril et début mai, mais restent sous leur niveau de 2017, à 4,38 €/kg de carcasse pour la vache U (-3% /2017), 3,75 € pour la vache R (-3%), 3,24 € pour la O (-2%) et 2,94 € pour la P (-1%). La cotation de la vache U est particulièrement sous pression et reste même sous son très mauvais niveau de 2016, année noire pour les prix des bovins finis.



### La décapitalisation allaitante engendre un surcroît de réformes

Après 3 années de capitalisation, le cheptel allaitant français a inversé sa dynamique. La baisse du nombre de vaches allaitantes est effective depuis avril 2017. Elle s'est peu à peu accélérée jusqu'à atteindre -2,5% d'un an sur l'autre au 1<sup>er</sup> février comme au 1<sup>er</sup> mars 2018. Au 1<sup>er</sup> avril, le recul était légèrement moindre (-2,3%) grâce à de nombreuses entrées de primipares dans les troupeaux en mars (+11% /2017), en raison de décalages dus entre autres à la mauvaise qualité du fourrage.

Cette décapitalisation engendre de nombreuses réformes de vaches. En cumul sur les 4 premiers mois de l'année, les abattages de vaches de type viande ont totalisé 272 000 têtes (+7% /2017 ; +11% /2016).

### Retour des vaches laitières après un bas niveau en 2017

359 000 vaches laitières ont été abattues sur les 4 premiers mois de l'année (+4% /2017 ; = /2016). Cette hausse des réformes laitières est due à des entrées supplémentaires de génisses dans le troupeau qui incitent les éleveurs à réformer plus de vaches. Le cheptel laitier suit une tendance quasiment linéaire à la baisse, entre -0,9% et -1,0% en fonction des mois. La nouvelle amélioration de conjoncture sur les marchés laitiers pourrait toutefois conduire à une rétention des vaches, ce qui permettrait d'alléger le marché de la viande bovine.

### Les achats des ménages reculent, mais le prix du haché progresse

Les achats des ménages mesurés par le panel Kantar poursuivent leur érosion. En cumul sur les 4 première périodes de l'année, les achats totaux de viande bovine ont reculé de 4% /2017, dont -6% pour la viande brute et +0,3% pour la viande hachée pur bœuf.

Un signe positif toutefois : le prix moyen d'achat de la viande hachée pur bœuf a progressé de 2,7% /2017. Sur ce segment moteur de la consommation de viande bovine, la montée en gamme de la demande devrait permettre une meilleure valorisation des carcasses et donc améliorer les cours des animaux.

### Rebond des importations après plusieurs années de recul

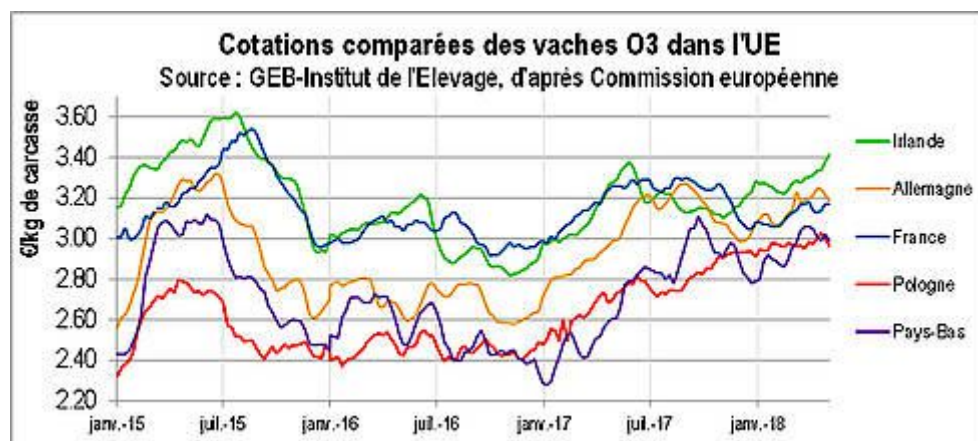
Au 1<sup>er</sup> trimestre, la France a importé 82 000 téc de viande bovine fraîche et congelée (+6% /2017), retrouvant ainsi un niveau proche de 2015. Ce rebond des importations pourrait être lié à une hausse de la consommation de viande bovine en restauration commerciale, où la part de la viande importée reste prépondérante.

Les volumes ont notamment progressé fortement en provenance d'Allemagne (+15% à 15 700 téc) et de Pologne (+30% à 9 300 téc). Les achats de viande néerlandaise (veau inclus) ont augmenté modérément (+2% à 20 600 téc) et ceux de viande irlandaise sont restés stables à 13 000 téc.

## Femelles en Europe : les prix des laitières globalement en hausse

Les prix des vaches de réforme sont globalement en hausse en Europe après deux années de bas niveaux. Ils sont soutenus par la demande croissante pour la viande de transformation et par les moindres réformes dans certains Etats membres.

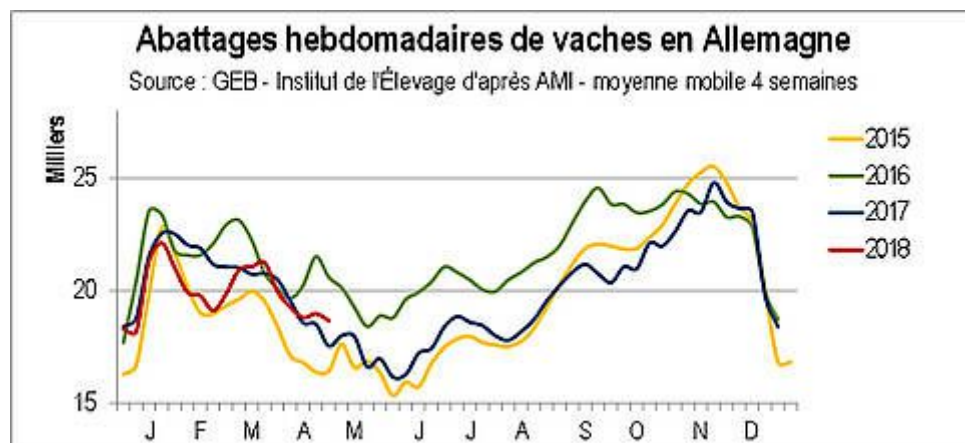
À 3,04 €/kg de carcasse fin avril (+4% /2017 ; +12% /2016), la cotation européenne de la vache O était à son plus haut niveau depuis l'été 2015. Les marchés des produits laitiers devraient rester porteurs dans les mois à venir, ce qui limitera globalement les réformes et continuera de soutenir les prix.



### Allemagne : les réformes restent limitées

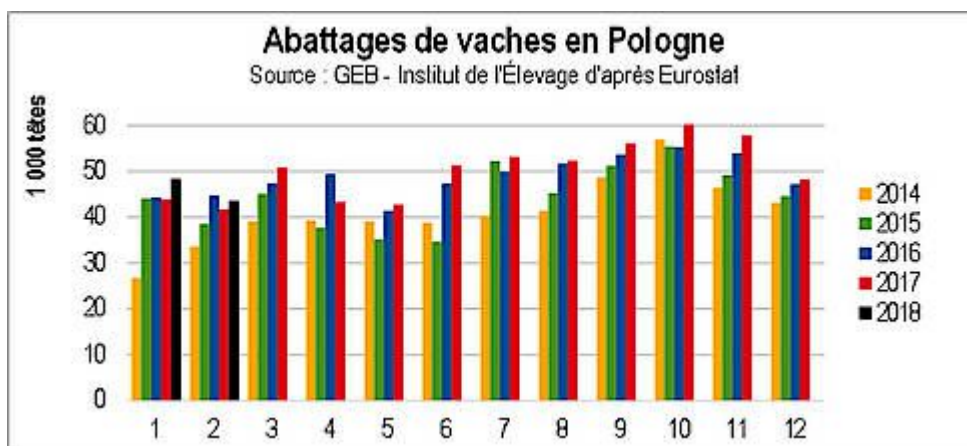
En Allemagne, les réformes restent modérées. Le petit rebond de mars-avril n'est qu'un rattrapage par rapport à un niveau très bas en 2017. Sur les 8 dernières semaines connues, les abattages de vaches étaient en hausse de 2% par rapport à 2017, mais toujours en recul de 5% par rapport à 2016 d'après AMI.

Les prix des vaches de réforme sont à un niveau record pour la saison et celui de la vache O dépasse même les prix français. Début mai, la vache R allemande cotait 3,31 €/kg de carcasse (+17% /2017 ; +3% /2016), la vache O 3,12 €/kg (+6% /2017 ; +22% /2016) et la vache P 2,53 €/kg (+9% /2017 ; +29% /2016).



### Pologne : restructuration laitière en cours

En Pologne, la restructuration laitière se poursuit, et avec elle les abattages de vaches. En effet, le taux de réforme s'accélère d'année en année au fur et à mesure que les éleveurs se professionnalisent. Après une hausse annuelle de 3% en 2017, le nombre de vaches abattues a progressé de 8% début 2018 pour totaliser 92 000 têtes sur les 2 premiers mois.



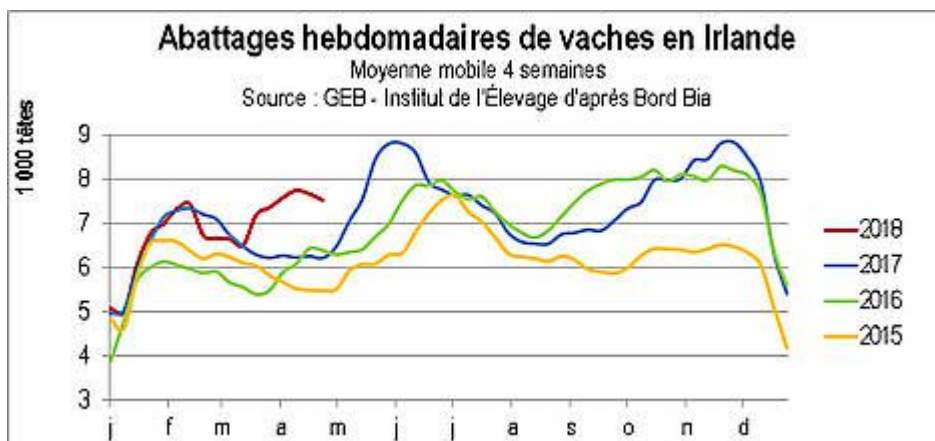
Les cotations des vaches polonaises restent bien orientées. Le fléchissement depuis fin avril est le résultat d'une légère dépréciation du zloty face à l'euro, les prix en zloty étant stables. La vache O polonaise cotait 2,97 €/kg de carcasse début mai (+9% /2017 ; +22% /2016). La viande polonaise se valorise en effet de mieux en mieux sur les marchés d'Europe de l'Ouest.

## Irlande : La transformation soutient le cours des vaches

Malgré une offre abondante (+20% d'abattages de vaches sur les 8 dernières semaines), les prix des vaches progressent toujours en Irlande, grâce à la demande croissante pour la viande de transformation. La cotation de la vache O, plus élevée qu'en France depuis plus de 5 mois, atteignait 3,41 €/kg de carcasse début mai (+4% /2017 ; +8% /2016). À 3,64 €/kg (+4% /2017 et +8% /2016), le prix de la vache R irlandaise n'était plus qu'à 4 centimes de la cotation française !

Le marché est un peu moins euphorique pour les bœufs et les génisses. Mais les prix se tiennent toujours bien, à 4,14 €/kg pour la génisse R (+1% /2017 et +2% /2016) et 4,02 €/kg pour le bœuf R (+1% /2017 et +3% /2016).

Trois abattoirs irlandais sont agréés pour exporter vers la Chine : *ABP Clones*, *Slaney Meats* et *Donegal Meat processors*. Trois abattoirs supplémentaires seront très prochainement agréés. Les premiers envois auront lieu cet été.



## Pays-Bas : abattages dynamiques

Aux Pays-Bas, les abattages de gros bovins restent élevés (+15% /2016 en cumul sur les 18 premières semaines de 2018), mais bien moindres qu'en 2017 (-22%), lorsque les éleveurs ont massivement réformé pour se mettre en conformité avec la réglementation sur les déjections de phosphate.



Malgré cette offre relativement abondante, les cours des vaches de réforme profitent de la bonne dynamique européenne, tout en restant parmi les plus bas en Europe. A 2,99 €/kg de carcasse début mai (+15% /2017 ; +21% /2016), la cotation de la vache O néerlandaise était à peine supérieure à celle de la vache polonaise.

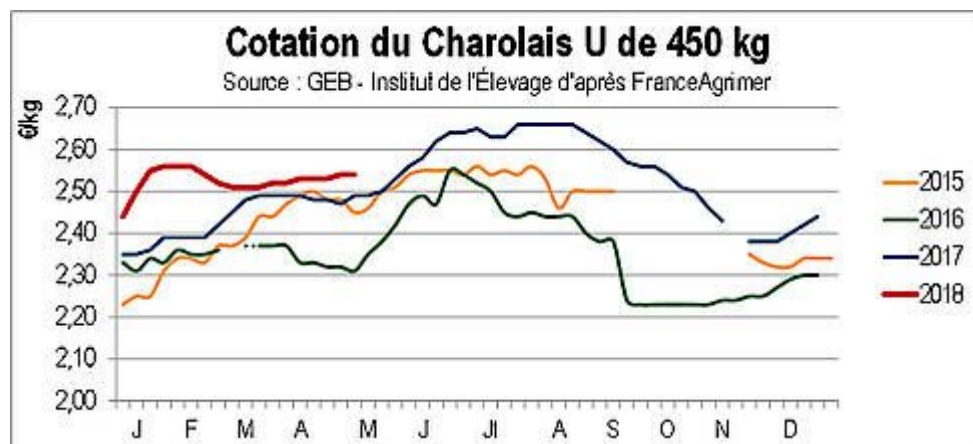
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)



## Maigre, plafonnement des cours

Entre la pression des acheteurs et une offre limitée, les cours des animaux maigres français plafonnent depuis la fin mars.

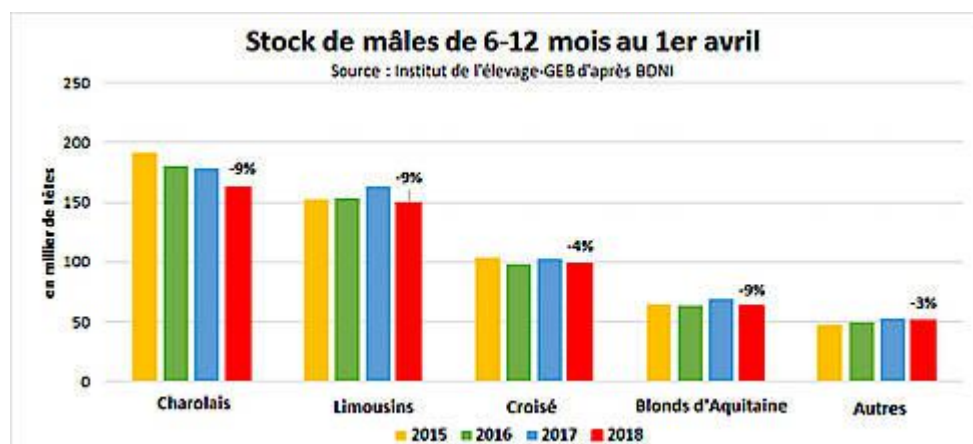
En avril, les cours des animaux maigres français se sont stabilisés à des niveaux élevés. Ainsi, le Charolais U de 450 kg cotait 2,54 €/kg début mai, un niveau supérieur à ceux des années précédentes (+2% /2017 et +10% /2016). La situation est comparable pour les plus légers : la cotation du Charolais U de 300 kg s'établit à 2,92 €/kg (+4% /2017 et +6% /2016), et celle du Limousin E de 300 kg à 3,10 €/kg (+2% /2017 et +3% /2016). Ce plafonnement des cours est la résultante d'une offre française limitée et d'une pression accentuée des acheteurs sur les cours.



## Un stock d'animaux en recul

Les engraisseurs français comme italiens ont subi en avril une baisse saisonnière marquée des cours des jeunes bovins (articles sur les jeunes bovins). De part et d'autre des Alpes, les acheteurs ont fait pression sur les cours, mais l'offre limitée sur le marché a permis aux cotations de résister.

Conséquence de la baisse des naissances entamée en 2017, les stocks de mâles de races allaitantes dans la BDNI affichent en effet un recul prononcé. Les animaux âgés de 6 à 12 mois étaient au 1<sup>er</sup> avril au nombre de 523 000 têtes, en baisse de 7% /2017. Les principales races sont les plus affectées. Les sorties d'animaux ont également été retardées par les travaux des champs menés par de nombreux éleveurs.



Le manque d'offre devrait se poursuivre au second semestre compte tenu des stocks réduits de mâles de 0 à 6 mois (-5% /2017). A moins que les naissances allaitantes du 2<sup>nd</sup> trimestre 2018 ne rattrapent une partie de la baisse enregistrée en début d'année. Un rebond des vêlages a notamment eu lieu en mars (+2% /2017), relativement marqué chez les Charolais (+5%) et les Limousins (+3%). Les naissances des mois d'avril et de mai permettront de dégager une tendance des naissances sur l'ensemble du 1<sup>er</sup> semestre.

## Des exportations freinées vers les marchés secondaires

L'incitation à la vaccination est relativement faible dans les campagnes françaises, étant donné que l'Italie et l'Espagne acceptent des animaux non vaccinés contre le sérotype 4, suite à des accords bilatéraux. Le peu d'animaux vaccinés freine et renchérit toujours les exportations vers les marchés secondaires, comme l'Allemagne, la Grèce, les Pays-Bas, l'Algérie et la Tunisie qui demandent des animaux vaccinés ou issus d'une quarantaine avec une PCR négative.

La dépendance envers les marchés italien et espagnol ne cesse ainsi de s'accroître. Les envois vers ces deux destinations sont passés de 92% des exportations totales d'animaux maigres sur les deux premiers mois de 2017 à 96% sur la même période de 2018. Les envois vers l'Algérie ont cependant progressé de 17% /2017 sur le 1<sup>er</sup> trimestre, avec des animaux relativement lourds, en prévision du ramadan qui débute à la mi-mai.

En prenant en compte les dates de péremption des vaccins ainsi que du nombre de doses commandées, une inquiétude commence à poindre sur les disponibilités en vaccin contre le sérotype 4 au cours de l'été.

Compte tenu des conditions sanitaires drastiques demandées par la Turquie, les expéditions vers ce pays sont toujours inexistantes, malgré des demandes croissantes d'opérateurs privés turcs, récemment réautorisés à importer en direct, sans passer par les structures publiques. Les cours actuels des broutards français pourraient de toute manière limiter les expéditions.

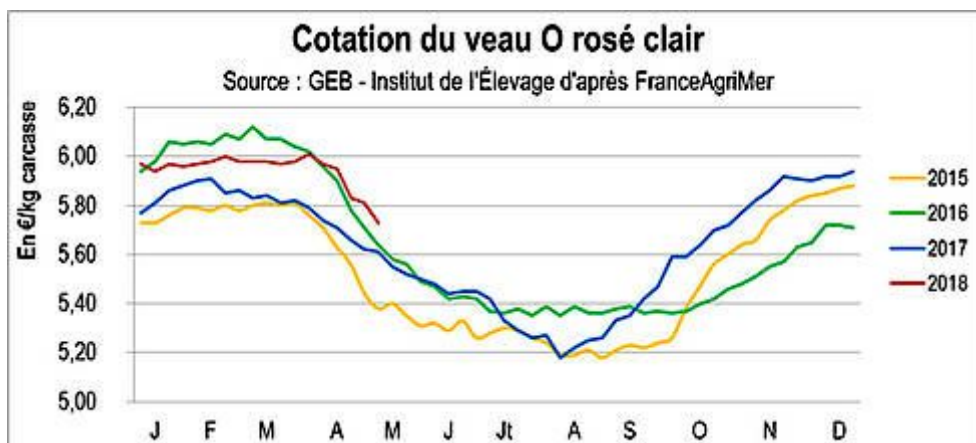
---

*Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)*

## Veau de boucherie, alourdissement saisonnier du marché

Les cours des veaux gras ont amorcé leur baisse saisonnière en avril après un 1<sup>er</sup> trimestre globalement favorable. Les volumes abattus en France sont en hausse de 2%. Le gouvernement néerlandais annonce l'ouverture prochaine du marché chinois au veau hollandais.

La baisse saisonnière des cotations des veaux gras, qui a débuté en avril, semble s'accroître malgré l'approche de la Pentecôte. La cotation du veau rosé clair O, qui illustre le marché des veaux laitiers, a reculé de 28 centimes entre les semaines 13 et 18 pour atteindre 5,73 €/kg. Une cotation en légère hausse par rapport aux années précédentes +2% /2017 et +1,5% /2016. Comme depuis plus d'un an, la situation est plus difficile pour la cotation du veau de boucherie rosé clair R, indicative du marché des veaux croisés. En baisse de 24 centimes entre les semaines 13 et 18, elle a été ramenée à 6,27 €/kg de carcasse, soit -1,5% /2017 et -3,5% /2016.

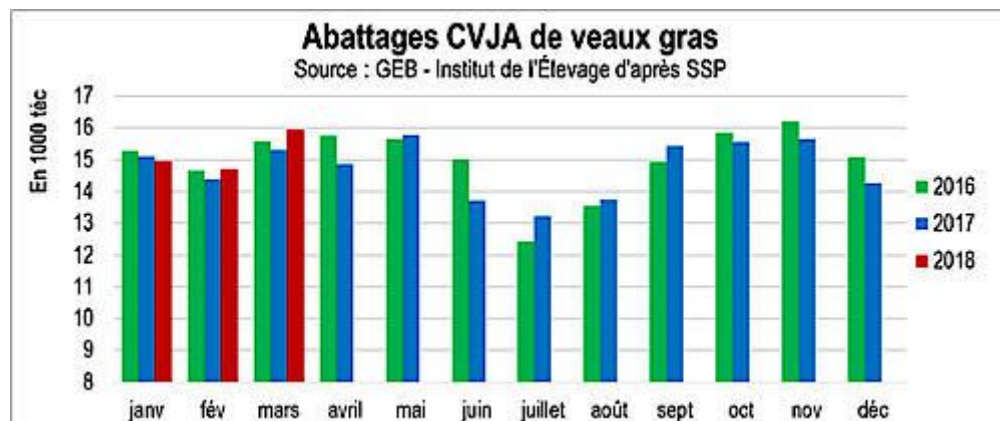


Le prix dégradé des veaux R tient à l'excès de disponibilités des veaux nourrissons croisés issus d'une mère laitière au détriment de celles de veaux laitiers de race pure (cf article veau nourrissons) qui oblige les intégrateurs à acheter plus de veaux croisés que le marché ne peut en valoriser.

## Une production en hausse au 1<sup>er</sup> trimestre

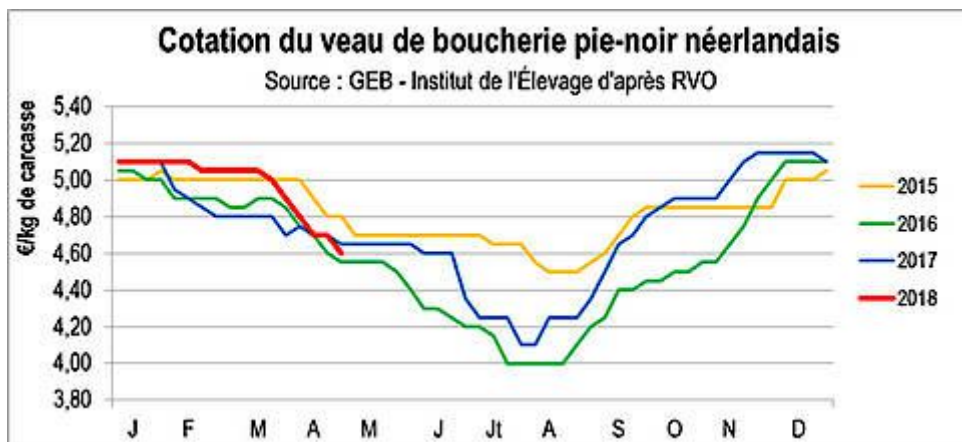
Les abattages français corrigés de variations journalières (CVJA) étaient en forte hausse en mars à 112 000 têtes (+3% /2017) pour 16 000 téc de viande (+4% /2017). Ce sursaut s'explique en partie par la date de Pâques plus précoce en 2018 (1<sup>er</sup> avril) qu'en 2017 (16 avril) qui a concentré en mars les abattages liés au rebond de consommation de la fête Pascal. Au 1<sup>er</sup> trimestre 2018, les abattages ont faiblement progressé en (+0,5% /2017 à 323 000 têtes), mais cette tendance positive devrait se confirmer en avril au vu des premières données brutes disponibles.

La progression est plus marquée en volume (+2% /2017) sur les trois premiers mois de l'année, les carcasses de veaux gras pesant en moyenne 1,9 kg de plus que sur la même période en 2017, à 141,1 kg. La stabilité des cotations au 1<sup>er</sup> trimestre et la hausse de consommation, à Pâques puis durant le festival du veau, laissent à penser que cet alourdissement des carcasses est plus choisi que subi par les opérateurs.



## Pays-Bas : en attendant la Chine ?

Aux Pays-Bas, la baisse saisonnière des cotations s'est enclenchée au lendemain de Pâques. La cotation du veau gras pie noir a perdu 40 centimes entre la semaine 12 et la semaine 17 atteignant 4,60 €/kg en baisse de 1% / 2017. Selon l'association des éleveurs hollandais (Dekalverhouder), les abattages auraient progressé depuis mars, après une baisse sur janvier-février (210 000 têtes soit -2% /2017), entraînant un net alourdissement du marché.



## Vers un été fluide ?

Les cours devraient continuer à baisser dans les prochaines semaines. La consommation devant reculer avec l'arrivée d'une météo estivale et la fin des opérations du veau de Pentecôte en France. La stabilisation des cours dépendra alors principalement des volumes abattus, elle pourrait être rapide, fin 2017 les intégrateurs annonçaient des mises places de veaux prudentes.

Sur le plan international, alors que la Chine semble vouée à s'ouvrir à court terme aux viandes bovines européennes, la filière hollandaise mise sur l'ouverture du marché chinois à la viande de veau. Selon des sources nationales, le marché devrait s'ouvrir officiellement de façon très rapide. L'entreprise VanDrie estime pouvoir vendre 20 à 30 millions € de viande de veau en 2021, soit entre 1 et 2% du chiffre d'affaires de la filière nationale à l'export.

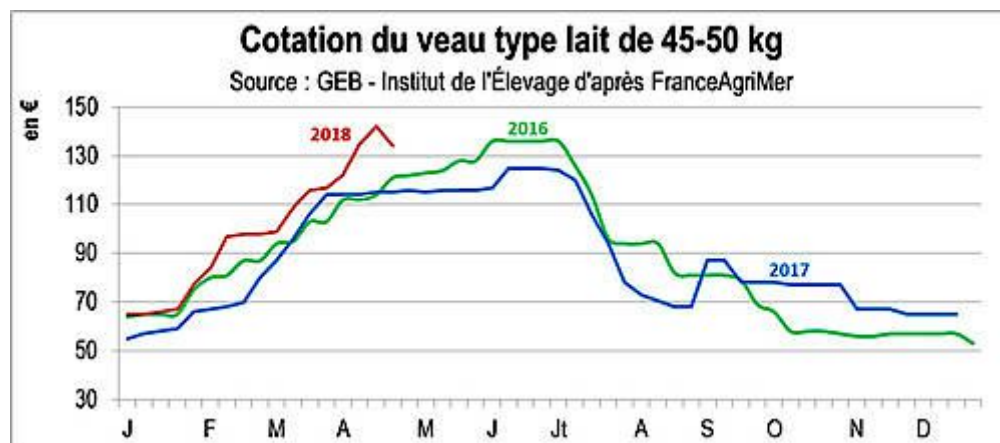
---

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

## Veaux nourrissons, un marché tendu

Le marché du veau nourrisson reste tendu. Le creux des naissances issues du troupeau laitier limite l'offre et rencontre une demande dynamique émanant des intégrateurs, qui remplissent les ateliers pour les abattages d'automne, mais aussi des exportateurs sur l'Espagne.

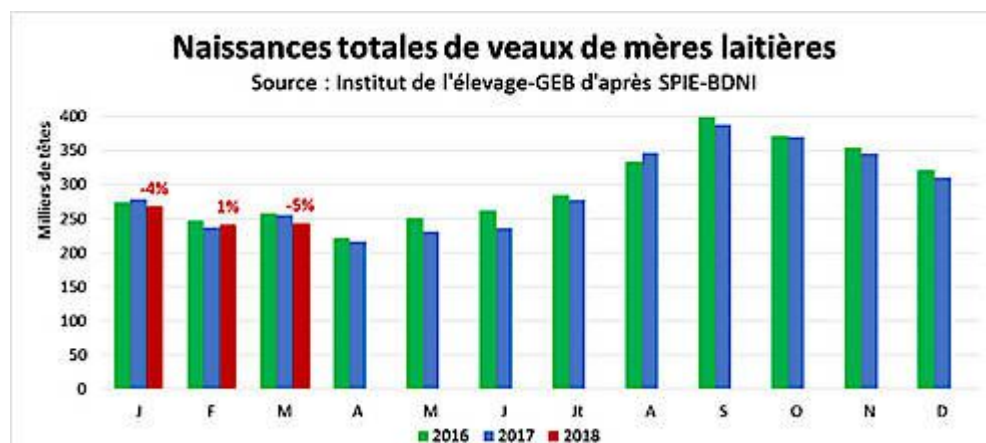
En progression constante depuis janvier, la cotation du mâle type lait de 45-50 kg a perdu 8 € en semaine 18 atteignant 130 €/tête (+14 € /2017). Ce 1<sup>er</sup> recul de l'année peut s'expliquer par les jours fériés venus perturber les marchés et les filières.



Ces cours élevés s'expliquent avant tout par la demande dynamique des intégrateurs de veaux gras. Les abattages sont en progression depuis le début de l'année (voir article veau gras) libérant des places dans les ateliers. De plus les mises en place d'avril et mai correspondent aux sorties programmées en octobre et novembre, période favorable à la consommation. Les intégrateurs sont en outre de plus en plus concurrencés par la demande des engraisseurs espagnols. Un temps limité aux veaux de 2<sup>nd</sup> choix, moins chers, la demande espagnole se développe et monte en gamme. Sur les 3 premiers mois de 2018, le prix moyen des veaux exportés vers l'Espagne a progressé de 22 €/tête d'une année sur l'autre.

## Recul marqué des naissances de veaux de mères laitières

Les naissances de veaux de mère laitière ont reculé au 1<sup>er</sup> trimestre 2018 de 3% /2017 à 751 000 têtes, à une période où elles sont relativement modeste. Ce repli des naissances est encore plus fort en mars (-5% /2017 à 243 000 têtes), ce qui accentue la tension du marché. En outre il est encore plus marqué pour les veaux de race laitière pure dont les naissances ont reculé de 7% /2017 au 1<sup>er</sup> trimestre à 545 000 têtes.



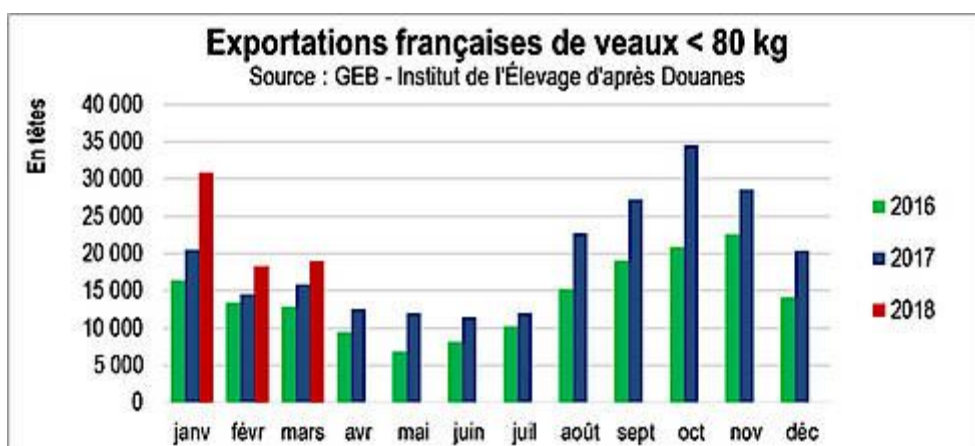
Les naissances de Croisés, de mère laitière et de père allaitant, se sont érodées de 2% en mars 2018 par rapport au très haut niveau de 2017. Ce premier repli intervient après 3 années de progression constante et forte : 635 000 veaux croisés sont nés en 2017 soit +12% /2016, +24% /2015 et +29% /2014. Le ralentissement des naissances de veaux croisés pourrait se prolonger dans les prochains mois compte tenu des difficultés de valorisation dans la filière veau de boucherie.

## Le rebond des importations se confirme

Presque inexistantes au 1<sup>er</sup> trimestre 2017 (1 100 têtes), les importations françaises de veaux nourrissons ont rebondi en février et mars 2018 avec respectivement 2 700 et 4 700 têtes. Ce réveil s'explique par le manque de veaux laitiers nés en France, ce qui oblige les intégrateurs à importer pour assurer le remplissage des ateliers. Les volumes importés au 1<sup>er</sup> trimestre restent néanmoins modestes, inférieurs de 11% /2016 et très éloignés des volumes importés aux 1<sup>er</sup> trimestres 2012 (19 000 têtes) et 2007 (46 000 têtes). Un fort développement des importations est très peu probable, les grands distributeurs exigeant généralement de la viande de veaux nés, élevés et abattus en France.

## Les exportations continuent de progresser

Les exportations françaises de veaux de moins de 80 kg progressent régulièrement depuis début 2016, elles sont concentrées à plus de 95% sur l'Espagne. Cette tendance s'est de nouveau confirmée en mars 2018 avec 19 000 veaux exportés (+20% /2017, +47% /2016).



## Vers une stabilisation des cours

Malgré le manque d'offre française qui devrait se prolonger dans les semaines à venir et la demande dynamique des intégrateurs, les prix devraient se stabiliser, les importations de veaux permettant de compléter le manque de disponibilités françaises.

---

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

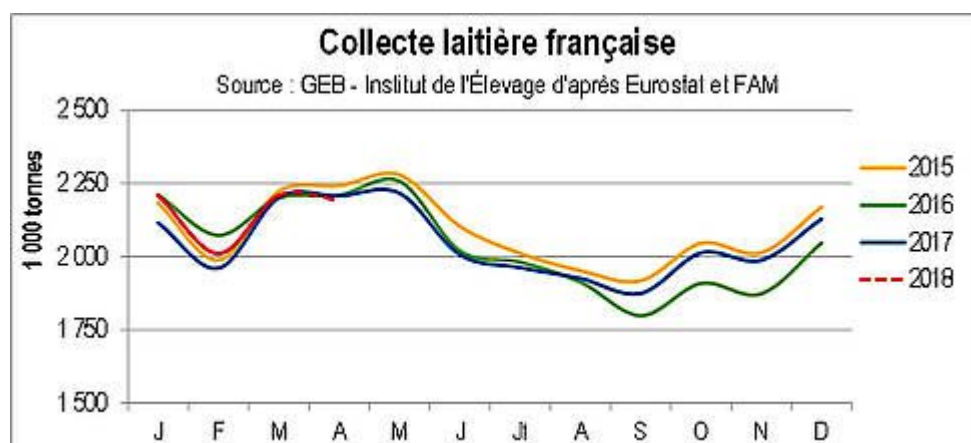
## Collecte laitière : Croissance ralentie dans l'Union européenne

La croissance ralentit dans tous les Etats membres à commencer par la France où elle était plutôt moins dynamique qu'ailleurs. L'afflux contenu de lait au pic saisonnier se répercute sur les cours des commodités laitières et devrait remonter dès ce printemps le prix du lait en Europe du Nord.

### La collecte française plafonne

En France, la collecte connaît une hausse saisonnière très limitée. Après avoir progressé de 4,5% /2017 en janvier, la hausse s'est ensuite nettement atténuée : +2,6% en février puis +0,3% en mars. Ainsi la collecte nationale du 1<sup>er</sup> trimestre se situe à mi-chemin entre le médiocre niveau de 2017 (-2,4%) et le niveau record atteint en 2014, avec une composition du lait inchangée d'une année sur l'autre (42,2 g/l de MG et 33,5 g de MP).

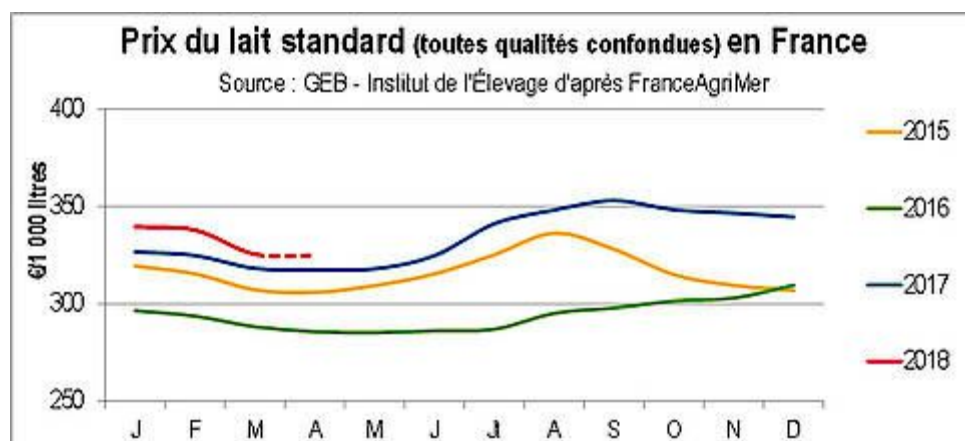
Les conditions hivernales relativement rudes (pluie, neige, froid) et le maintien d'une pluviométrie régulière et de températures froides jusqu'en mars expliquent en partie seulement le manque de ressort de la collecte française.



En avril, l'amélioration des conditions climatiques n'a visiblement pas provoqué le sursaut escompté. La collecte semble avoir marqué le pas d'après nos estimations basées sur l'enquête hebdomadaire de FranceAgriMer (-0,7% /2017).

Pourtant le cheptel laitier national semble bien ajusté. Après fortement baissé fin 2017, il connaît une baisse saisonnière plutôt normale, avec un effectif national de vaches au 1<sup>er</sup> avril 2018 inférieur de 0,9% /2017. D'un côté, les sorties de vaches, essentiellement des réformes, ont été moindres qu'en 2017 (-1%) après avoir été plus nombreuses en janvier et février. De l'autre, le nombre d'entrées en production de génisses a progressé d'autant en mars (+3%).

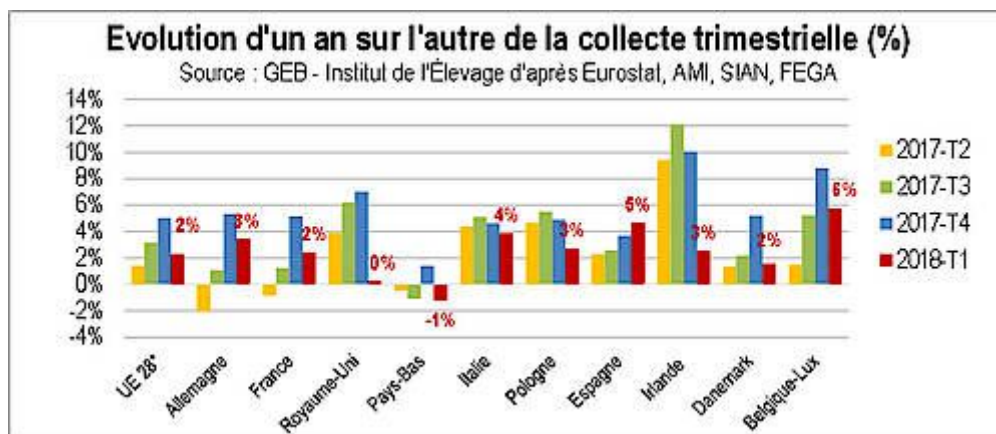
De plus le prix du lait à la production s'est stabilisé en avril après avoir moins baissé qu'en Europe du Nord durant l'hiver. Toutes qualités confondues (y compris Bio et AOP) il ne s'est érodé que de 20 € entre décembre et mars, à 325 €/1 000 l pour une composition standard à 38 g/l de matière grasse et 32 g/l de matière protéique. Il se situe encore 2% au-dessus du niveau 2017, soit son meilleur niveau depuis 2014 et le 2<sup>ème</sup> meilleur niveau de la décennie. Au printemps, le prix du lait pourrait pour le moins stabiliser, malgré les indices saisonniers négatifs, grâce à la remontée du prix du lait valorisé en beurre et poudre maigre dans le sillage du cours du beurre.



## Rétablissement de la collecte en Allemagne

En **Allemagne**, la production laitière se rétablit plus nettement qu'en France. Fin avril, la collecte nationale n'était que 1% sous le niveau record atteint en 2016, après avoir connu une hausse saisonnière modérée au 1<sup>er</sup> trimestre 2017. Le fléchissement du prix du lait entre novembre et mars de 65 €/1 000 l standardisé (38 g de MG et 32 g de MP) a probablement incité les éleveurs à modérer la distribution de concentrés avec un cheptel plutôt étoffé. Au printemps, la collecte pourrait retrouver le haut niveau de 2016, stimulée par la remontée du prix du lait, sauf si les conditions climatiques médiocres à l'entrée du printemps perduraient.

En **Pologne**, en **Italie** en **Espagne** et en **Belgique**, la collecte est toujours croissante ce printemps, mais à un rythme nettement moindre qu'en 2017, après avoir progressé entre +3% et +6% au 1<sup>er</sup> trimestre 2018.



## Trou d'air sur les îles britanniques

Dans les îles britanniques, la production laitière semble toujours très affectée par les conditions climatiques exécrables qui ont marqué la fin d'hiver, pluviométrie excessive et température froide. Au **Royaume-Uni**, la collecte est repassée sous son niveau de 2017 en mars et avril (respectivement -1% et -1,5% /2017). De plus la forte baisse du prix du lait depuis novembre (-34 £ à 286 £/1 000 l) a incité les éleveurs à distribuer avec modération des concentrés. En **Irlande**, la collecte n'a pas égalé en mars le volume record atteint en 2017, malgré un prix du lait toujours stimulant (342 €/1 000 l de moyenne trimestrielle), même s'il a cédé 30 € entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2017 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2018.

## Collecte entravée aux Pays-Bas

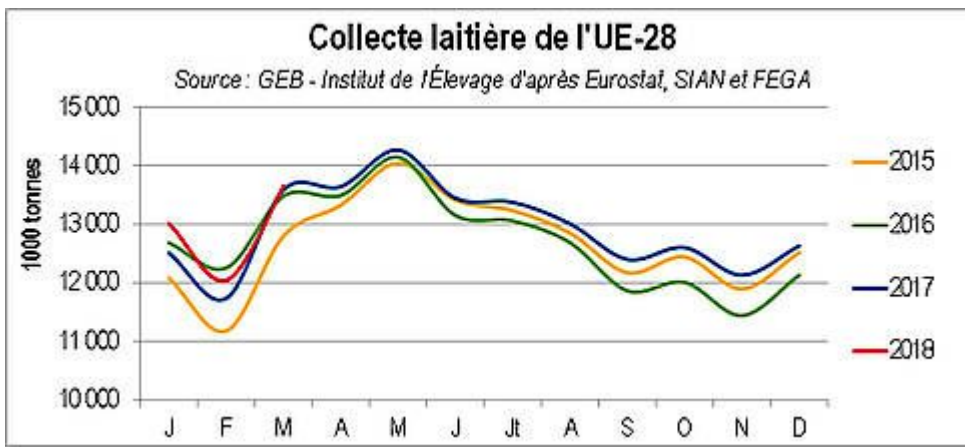
Aux **Pays-Bas**, la production laitière fléchit nettement depuis janvier, -1% en février puis -2,6% en mars, après avoir bien résisté en 2017 à la forte baisse du cheptel laitier national. En un an, il a perdu 129 000 vaches soit 7% de ses effectifs, à 1,665 million de têtes début 2018. L'an passé, les éleveurs ont été (enfin) contraints de se mettre en conformité avec la réglementation sur les excréments de phosphore. Malgré certaines fraudes, plus ou moins avérées, les Pays-Bas ont finalement obtenu le renouvellement de leur dérogation à la directive nitrates pour une période de 2 ans.

En 2017, la production nationale avait été stabilisée, malgré la forte chute du cheptel national. Les éleveurs ont probablement distribué davantage de concentrés pour mieux exprimer le potentiel laitier de leur troupeau. En 2018, ils paraissent moins en mesure de renouveler l'exploit, d'autant que le prix du lait semble moins stimulant. Le prix du lait (3,47% MP et 4,41% MG) garanti par la coopérative FrieslandCampina à ses adhérents a baissé de 35 €/t en trois mois à 340 €/t en avril, soit -20 € d'une année sur l'autre à pareille époque.

Depuis mars, La production laitière est également repassée sous son niveau de 2017 dans la plupart des **nouveaux États membres** où elle était encore très dynamique début 2018, ainsi que qu'en **Finlande** et en **Suède**. Au **Danemark**, elle a égalé son niveau de 2017 après une hausse de 2% sur les deux premiers mois.

En somme la production laitière européenne progresse plus modérément depuis mars (+0,4% /2017), après avoir vivement rebondi fin 2017 et début 2018 d'une année sur l'autre, de +5% au 4<sup>ème</sup> trimestre 2017 et +2,3% au 1<sup>er</sup> trimestre 2018.





Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

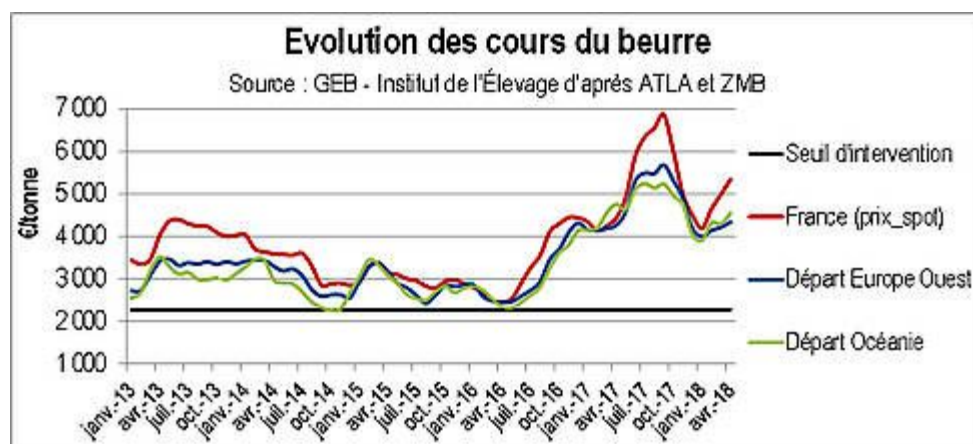
## Marchés des produits laitiers : vers une nouvelle « pénurie » de beurre ?

Le rebond des cours de la matière grasse se poursuit et tire les cours des fromages et des poudres grasses. Forts de disponibilités en hausse, l'UE et les Etats-Unis profitent du manque d'offre océanienne pour regagner des parts de marché. La baisse des fabrications de beurre durant l'été pourrait conduire à une nouvelle « pénurie ».

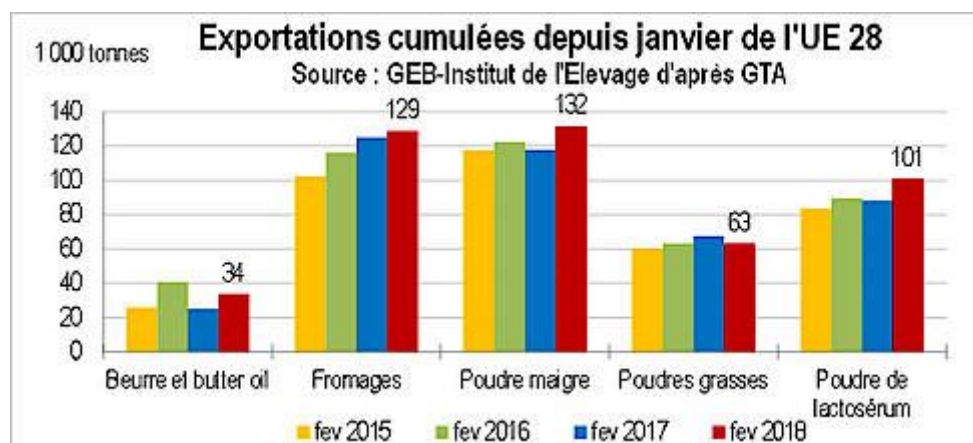
### Le marché du beurre est de nouveau sous tension

Après avoir chuté de 2 740 €/t au 4<sup>ème</sup> trimestre 2017, la cotation ATLA du beurre sur le marché spot européen rebondit vivement depuis janvier 2018. Remontée à 5 900 €/t début mai, elle se situe 28% au-dessus de son niveau d'un an plus tôt. La cotation des ventes sous contrat a quant à elle gagné 100 €/t début mai à 4 800 €/t (+15% /2017).

Le cours à l'export au départ de l'Europe de l'Ouest se redresse également : +340 € en 3 mois, à 4 340 €/t en moyenne en avril. Malgré la tension sur le marché européen, il est dorénavant sensiblement inférieur au cours départ Océanie qui s'établit à 4 550 €/t pour le même mois.



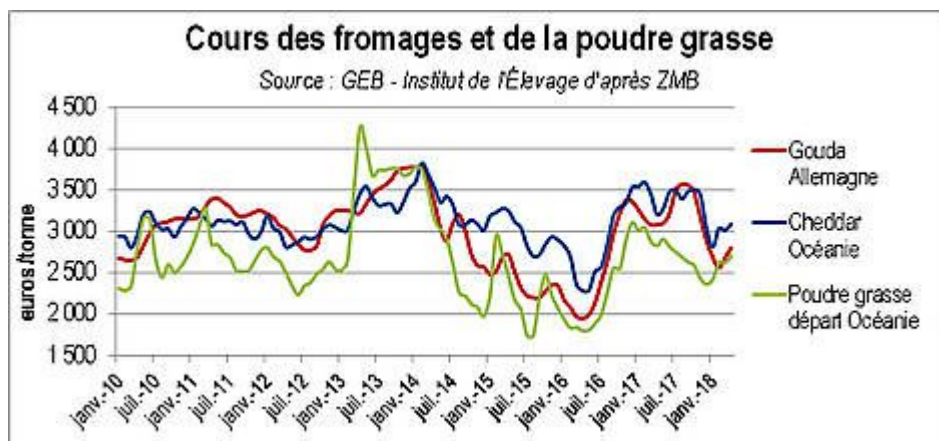
Les fabrications de beurre (et poudre maigre) ont certes été relancées dans l'UE cet hiver, mais la hausse des disponibilités au printemps est plutôt moins vive qu'anticipée. Par ailleurs, l'offre est en net retrait en Nouvelle-Zélande, 1<sup>er</sup> exportateur mondial, d'autant plus que les fabricants privilégient actuellement les poudres grasses. Il faut dire que si la valorisation en beurre et poudre maigre s'est légèrement redressée, elle reste peu attractive à seulement 255 €/t en avril sur le marché mondial. Enfin, la demande internationale demeure vive. La Chine, l'Australie, l'Iran et Singapour ont fortement accru leurs achats début 2018. L'Union européenne a ainsi relancé ses exportations (34 000 t sur 2 mois, +35% /2017), au détriment de la reconstitution des stocks commerciaux, au plus bas fin 2017. Cela pourrait conduire à une nouvelle flambée des prix du beurre durant l'été, période de moindres fabrications.



### Redressement des cours des fromages et de la poudre grasse

Tirés notamment par la demande en matière grasse, les cours des fromages ingrédients ont également rebondi à partir de mars malgré des fabrications toujours dynamiques (+2,7% /2017 sur 2 mois dans l'UE et +2,9% sur 3 mois aux États-Unis). Après avoir décroché de 1 000 €/t entre septembre 2017 et février 2018, la cotation du gouda en Allemagne a regagné 240 €, à 2 800 €/t en avril, mais reste 9% en deçà de son niveau d'avril 2017. Le cours du cheddar s'est également redressé, aux États-Unis (3 360 €/t, -8% /2017) comme au départ d'Océanie (3 086 €/t, -4% /2017).

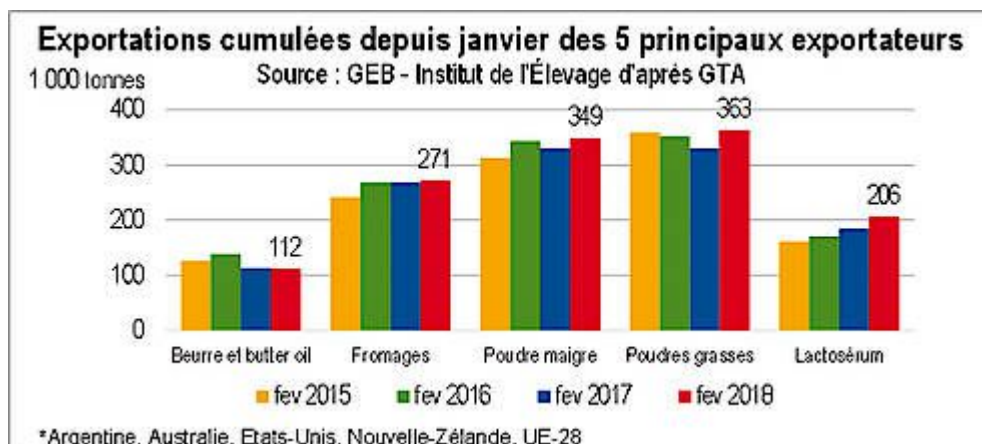
Les échanges mondiaux de fromages n'ont que légèrement progressé début 2018 : +1% /2017 au départ des 5 principaux exportateurs sur 2 mois. L'Union européenne et les États-Unis ont accru leurs envois de respectivement 3% et 12% /2017 au détriment de la Nouvelle-Zélande (-10%) et de l'Australie (-7%) en manque de disponibilités.



Les cours de la poudre grasse se sont aussi redressés : la cotation européenne a regagné 140 € depuis le creux de janvier. A 2 650 €/t en avril, elle n'est plus que 5% sous son niveau 2017. Le prix des poudres océaniques a lui aussi rebondi (+280 € en 4 mois à 2700 en avril) et se situe également 5% sous son niveau 2017. Sur les deux premiers mois de 2018, la Nouvelle-Zélande et l'Australie ont accru de 14% /2017 leurs exportations sur le marché mondial, alors que l'UE a réduit les siennes de 6%, privilégiant d'autres ingrédients laitiers.

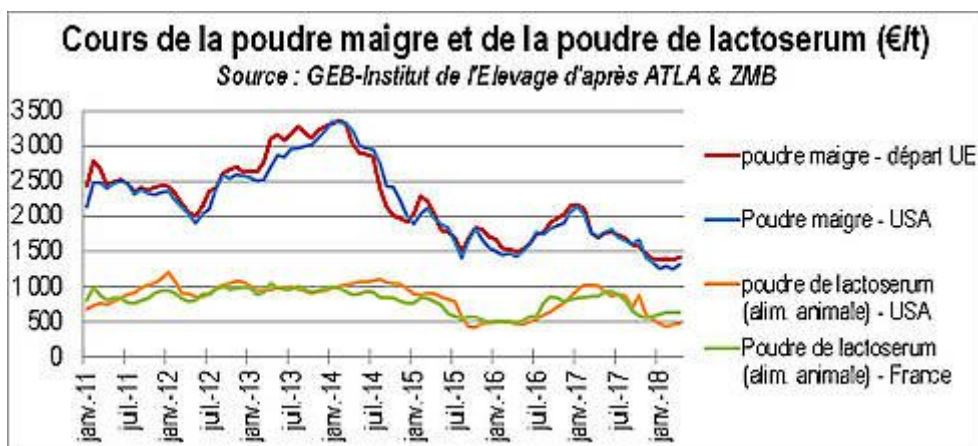
## Les prix des protéines laitières demeurent déprimés

Le marché mondial de la poudre maigre s'est sensiblement animé début 2018 avec des envois cumulés des 5 principaux exportateurs en hausse de 6% /2017 sur 2 mois. Les échanges de poudre de lactosérum poursuivent leur tendance haussière, à un rythme accéléré début 2018 (+12%). Ceci au profit des États-Unis et de l'UE qui a accru ses envois de 12% /2017 en poudre maigre et 14% en poudre de lactosérum.



Mais cela n'a pas suffi à redresser significativement les cours des protéines laitières qui restent très bas, même si on note un frémissement en avril. La cotation ATLA de la poudre maigre, tombée à 1 270 €/t début avril, a regagné 290 € en 5 semaines. A 1 560 €/t début mai, elle demeure plus de 100 € sous le prix de l'intervention, actuellement inactivée par l'abaissement à 0 du volume des achats automatiques, et 11% sous son niveau d'un an plus tôt.

Les cours de la poudre de lactosérum pour l'alimentation animale se sont également légèrement redressés à 630 €/t en France et 480 €/t aux États-Unis, mais ils demeurent respectivement 53% et 27% en deçà de leur niveau d'un an plus tôt.



Les cours des protéines restent plombés par les stocks abondants et en premier lieu les 348 000 t de poudre maigre toujours stockées à l'intervention dans l'UE. Les mises en ventes, extrêmement poussives en début d'année, semblent trouver plus facilement preneur depuis avril : 24 000 t ont été vendues au prix minimum fixé de 1 050 €/t en avril et 42 000 t auraient été vendues au prix minimum de 1 150 €/t en mai. Parallèlement, les stocks ont aussi légèrement reflué début 2018 aux États-Unis grâce aux bonnes performances à l'export mais, à 298 000 t fin mars, ils demeurent 20% supérieurs à ceux de 2017.

*Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)*

## Marchés des produits laitiers français : en demi-teinte

Début 2018, le chiffre d'affaires des produits laitiers progresse en grande distribution malgré un repli des volumes vendus. Au contraire, la filière française a exporté davantage de volumes mais sans en tirer plus de valeur. Cependant la balance commerciale laitière est plombée par la flambée des importations.

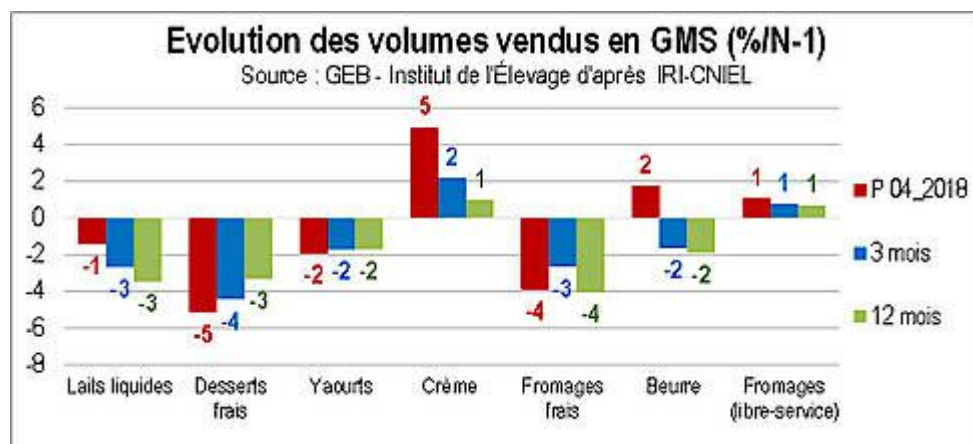
### Les ménages français dépensent davantage en produits laitiers

Sur les 16 premières semaines de 2018, le chiffre d'affaires des ventes de produits laitiers en GMS a progressé de 3% /2017. Mais les ménages français ont acheté de moindres quantités (-2% /2017) compte tenu de la revalorisation des produits, généralisée mais particulièrement forte pour les beurres (+18% /2017) et les crèmes (+5% pour les fraîches et +7% pour les UHT).

Ces prix élevés n'ont pas pénalisé les achats de crème qui se redressent depuis fin 2017 : +1,5% /2017 en volume et +8% en valeur début 2018. En revanche, si les ménages ont dépensé nettement plus pour acheter du beurre (+15%), les volumes demeurent en baisse de 2,5% début 2018. Au total, le chiffre d'affaires du rayon a progressé de près de 15% témoignant de l'affection des Français pour les matières grasses laitières.

Les achats de fromages en libre-service ont poursuivi leur hausse tendancielle (+1% /2017) tirés notamment par les bonnes performances des pâtes pressées non cuites (+5%) et des fromages fondus (+2%). Le chiffre d'affaires du rayon a augmenté de 4% début 2018.

En revanche, les achats d'ultra-frais sont toujours à la peine, en repli de 1,5% /2017 en valeur et plus de 3% en volume. Les français boudent à la fois les yaourts, les fromages frais et les desserts lactés. Les achats de laits liquides sont également déprimés, ils ont à peine progressé en valeur et affichent un repli de 3% en volume. Seuls les laits frais et les laits spécifiques qui représentent de faibles volumes sont plébiscités.

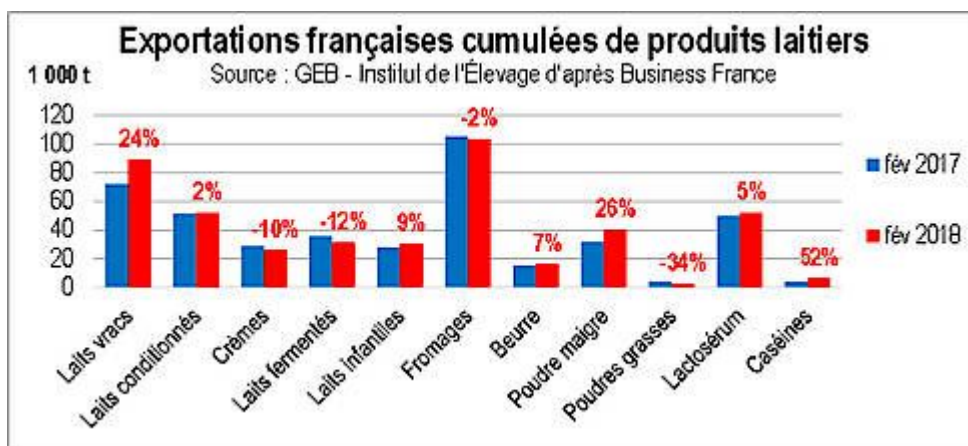


### Les exportations se redressent en volume mais pas en valeur

Sur les deux premiers mois de 2018, les exportations françaises de produits laitiers en équivalent lait selon la MSU ont progressé de 4% par rapport au faible niveau de 2017, l'essentiel de la hausse ayant été réalisé vers les pays de l'UE.

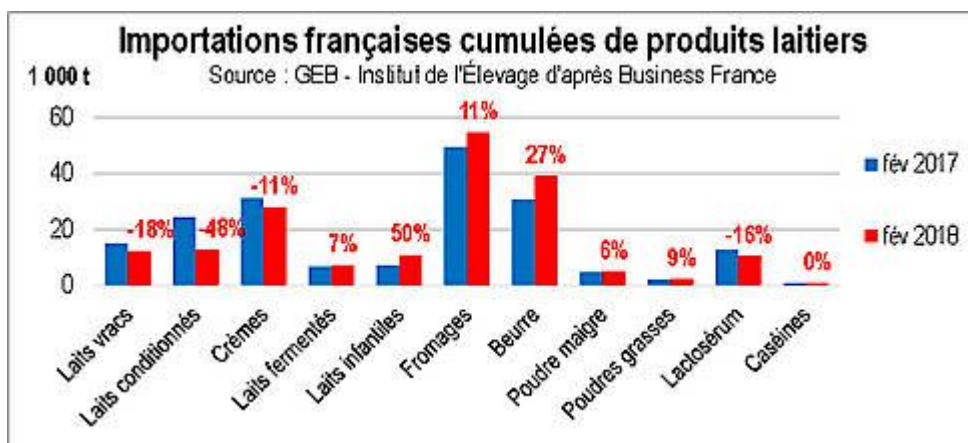
Les envois de beurre (+7% /2017), d'ingrédients secs (poudres de lait, de lactosérum et caséines, +12% /2017), mais aussi de laits liquides conditionnés et surtout en vrac, se sont nettement redressés et les envois de poudre de lait infantile ont poursuivi leur progression vers les pays tiers. En revanche, les envois de fromages qui représentent près du tiers des volumes exportés en équivalent lait, ont reculé de 2% et les expéditions de crème et laits fermentés ont chuté de respectivement 10% et 12%.

La revalorisation des matières grasses (+13% /2017 pour la crème et +16% pour le beurre) et des fromages (+3%) n'a pas suffi à compenser la chute des prix des ingrédients secs exportés (-17 à -23% /2017) et la valeur totale des exportations laitières enregistre ainsi une baisse de 1% sur 2 mois à 1,087 milliard d'euros.



## Les importations flambent en beurre et fromages

Les importations françaises de produit laitiers continuent de croître : après avoir progressé de 3% en équivalent lait selon la MSU en 2017, elles affichent une hausse de 8% /2017 sur janvier-février, quasi-exclusivement en provenance de l'UE.



Elles ont notamment flambé en beurre (+27% /2017) malgré un bon des prix de 18%, ainsi qu'en fromages (+11% /2017), en particulier l'emmental (+18%) qui fait à lui seul la moitié de la hausse des volumes de fromages. Elles progressent également en poudres de lait y compris infantile.

Au bilan, la hausse des importations sur 2 mois atteint 14% /2017 en valeur et plombe la balance commerciale laitière française. Le déficit chronique en matières grasse a bondi de 48% /2017 à -112 millions d'€. L'excédent sur les fromages, de loin le plus important, a reculé de 6% /2017 à 237 millions € et l'excédent sur les ingrédients secs a également marqué le pas : -4% /2017 à 141 millions € pour les poudres de lait, de lactosérum et les caséines et -28% à 87 millions € pour les laits infantiles.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

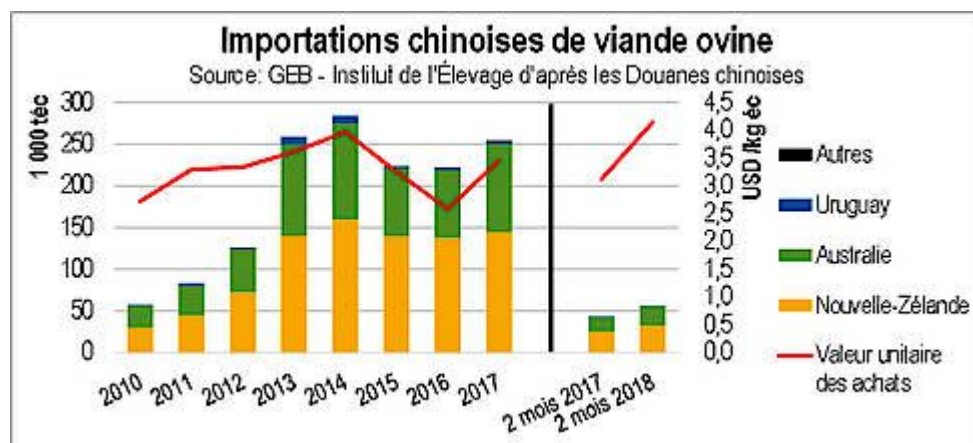
## Marché de la viande ovine : Embellie des prix aux quatre coins du Monde

Le tassement des disponibilités mondiales en viande ovine, alors que la demande chinoise progresse, dope les prix chez les principaux exportateurs et importateurs.

### CHINE : Le dynamisme de la demande soutient les prix à l'import

Alors que la production domestique peine à satisfaire la forte croissance de la consommation intérieure, le prix de gros de la viande ovine s'envole sur le marché chinois. À 66 yuans le kg de viande ovine ( $\approx 8,5 \text{ €/kg}$ ) en février 2018, il dépassait de 17% sa valeur de l'année précédente et se rapprochait de son niveau record de février 2014 (67,4 RMB/kg).

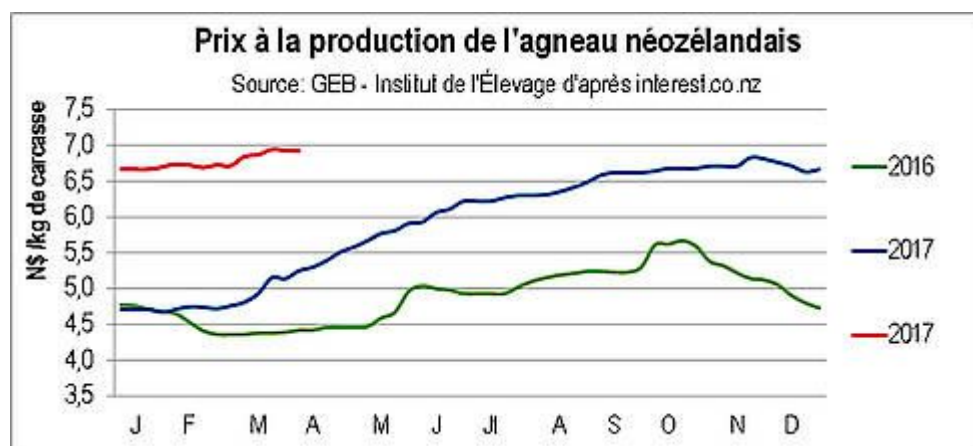
Face à cette demande très dynamique, la Chine a de plus en plus recours à l'import. Sur les 2 premiers mois de 2018, les achats chinois de viande ovine ont grimpé de 31% à 56 000 téc, notamment en provenance de Nouvelle-Zélande (+28% à 33 000 téc). Dans le sillage des prix intérieurs, la valeur unitaire de la viande ovine importée était également en forte progression (+33% /2017 à 4,10 USD/kg éc, soit environ 3,4 €/kg éc).



### NOUVELLE-ZÉLANDE : Bond des prix à la production

Dans ce contexte de forte demande asiatique, le tassement des abattages en Nouvelle-Zélande (-17% /2017 en mars, à 47 500 téc) apprécie le prix des exportations néozélandaises de viande ovine. Malgré une chute de 17% en volume (à 49 200 téc, dont 16 100 téc destinées à l'UE soit -16% /2017), la valeur totale des exportations de viande ovine n'a ainsi baissé que de 2% en mars (à 388 millions de NZD) grâce au bond des prix unitaires (+18% à 7,90 NZD/kg éc soit environ 4,6 €/kg éc).

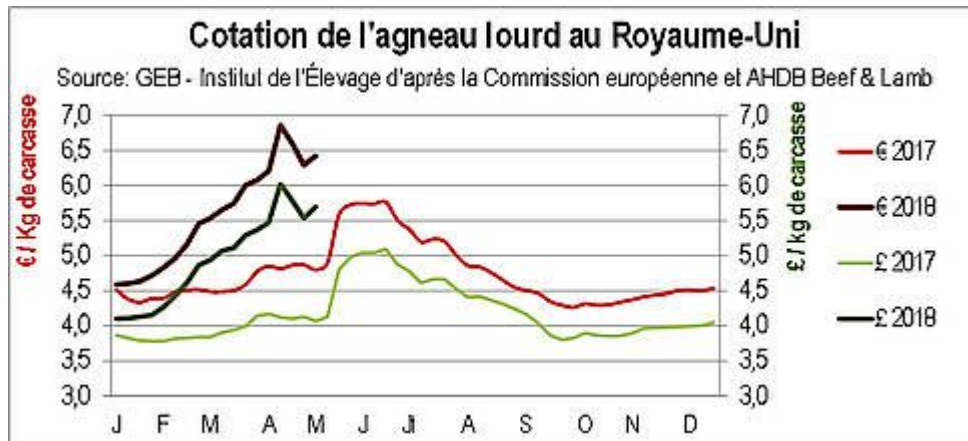
La Nouvelle-Zélande exportant plus de 85% de sa production, cette hausse s'est directement répercutée sur le prix à la production de l'agneau néozélandais qui affichait fin mars, une progression de 58% par rapport à l'année précédente (à 6,9 NZD/kg de carcasse, soit environ 4,1 €/kg de carcasse).



## ROYAUME-UNI : Les cours demeurent très supérieurs à leurs niveaux de 2017

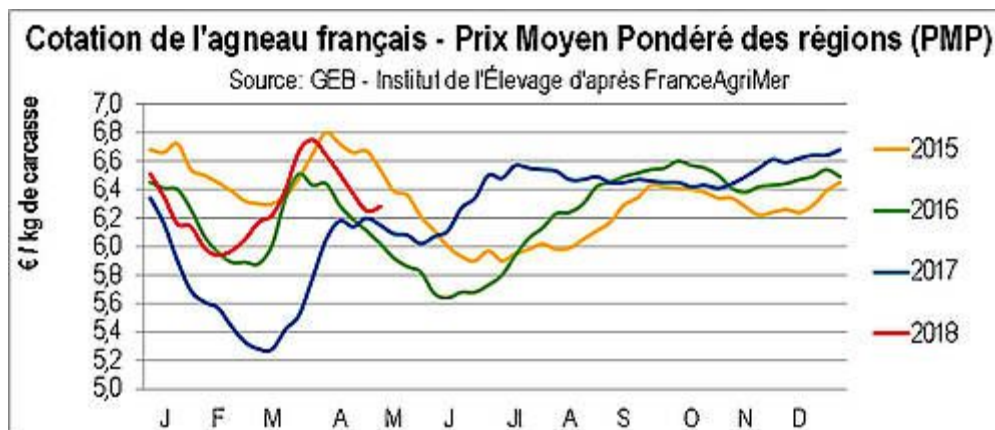
Le tassement des disponibilités au Royaume-Uni, lié à la fois au recul de la production causé par les mauvaises conditions climatiques du début d'année, et à l'effondrement des importations en provenance de Nouvelle-Zélande, par ailleurs plus chères qu'en 2017, continue de soutenir les prix outre-Manche.

À 5,70 £/kg de carcasse début mai, le cours de l'agneau dépassait ainsi de 40% sa valeur de l'année précédente, malgré un repli de 32 cents par rapport à son niveau record de la mi-avril. Converti en monnaie européenne, le cours britannique dépassait même la cotation française (à 6,42 €/kg de carcasse début mai, soit +34% /2017).



## FRANCE : La cotation reste élevée malgré sa baisse saisonnière

Après un pic marqué à Pâques, le cours de l'agneau français a entamé son recul saisonnier, habituel en cette période de reflux de la demande suivant les festivités pascales. Bien que les sorties d'agneaux issus du cheptel allaitant soient en progression, après un début d'année ralenti, la cotation se maintient néanmoins au-dessus de ses niveaux des années précédentes, grâce à une moindre pression des prix à l'import (prix de la viande ovine importée plus élevé qu'en 2017). À 6,28 €/kg de carcasse début mai, elle était supérieure de 13 centimes (+2%) à sa valeur de 2017 et de 26 centimes (+4%) à celle de 2016.



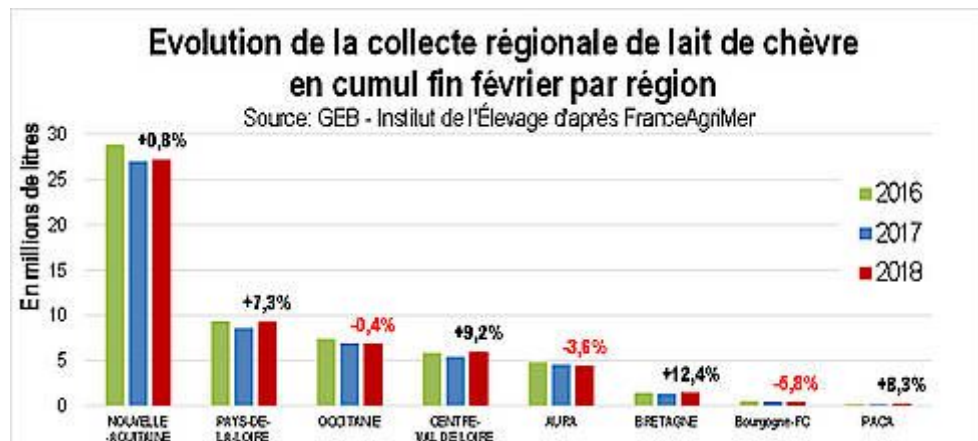
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)



## La collecte est relancée en France, dynamique en Espagne

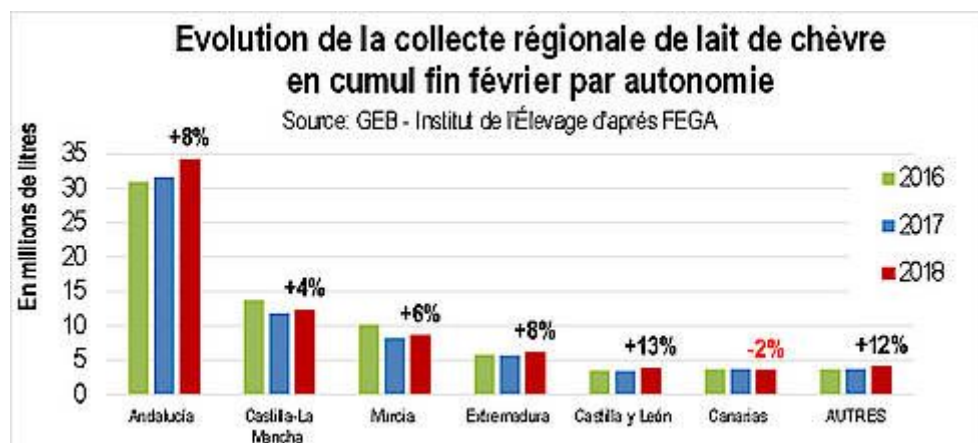
Début 2018, la collecte nationale est répartie sur de meilleures bases qu'en 2017 sans toutefois atteindre les hauts niveaux de 2016. De l'autre côté des Pyrénées, la collecte est toujours très dynamique. En aval, les ventes de fromages en rayon libre-service des GMS continuent de croître.

### Bonne reprise dans l'Ouest et le Centre-Val de Loire



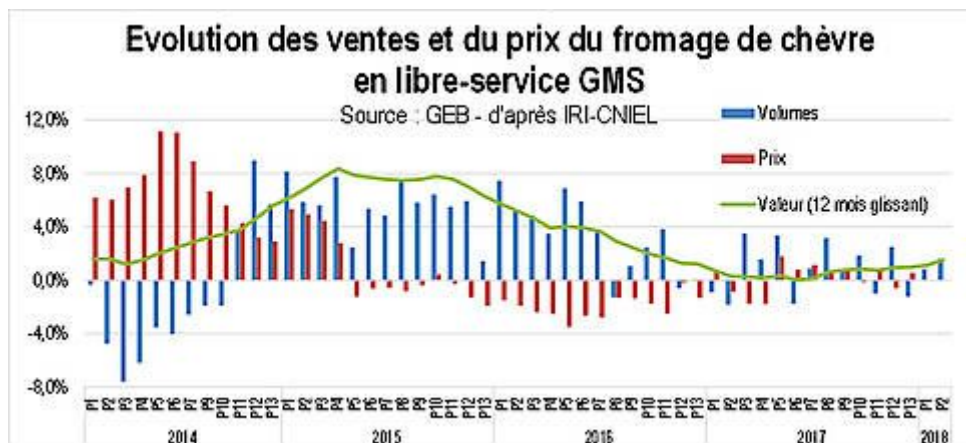
À près de 56 ML en cumul fin février, la collecte française de lait de chèvre a connu une hausse de 1,4 ML (+2,5%) par rapport à 2017. Elle reste cependant bien en deçà du niveau atteint en 2016 (-2,6% l'effet année bissextile neutralisé). Certaines régions ont nettement pris part à cette dynamique, à l'image des Pays de la Loire (+7%), représentant à elle seule la moitié de la hausse, de la Bretagne (+12%), et du Centre-Val de Loire (+9%). Dans ces deux dernières régions, la collecte cumulée sur deux mois dépasse même le niveau de 2016. La Nouvelle-Aquitaine, 48% de la collecte nationale, connaît un rebond moins prononcé. À l'inverse, la collecte recule en Occitanie (-0,4%), en Auvergne-Rhône-Alpes (-4%) ou en Bourgogne-Franche-Comté (-6%). La région PACA connaît pour sa part une bonne dynamique laitière, mais pèse marginalement dans la collecte nationale.

### Collecte espagnole toujours autant dynamique



Le dynamisme de la collecte espagnole ne se dément pas. Après une hausse de 4% en 2017 /2016, la croissance de la collecte nationale s'est accélérée début 2018 (+7% /2017 à 73 ML sur deux mois). Aucune des grandes Autonomies de l'Espagne métropolitaine n'a fait défaut. La Castille-la-Manche et la Murcie ont ainsi renoué avec la croissance après une année 2017 en chute libre liée à la sécheresse, mais également à une forte restructuration (chute de 20% de livreurs en Murcie en 2017 /2016). L'Andalousie, confirme son rang de 1<sup>er</sup> bassin laitier. Avec une croissance de +8% /2017, elle dépasse ainsi les 34 ML sur deux mois, soit pour 47% de la collecte nationale, contre 45% l'année passée.

## Les ventes de fromages de chèvre poursuivent leur croissance



Selon le panel IRI-CNIEL, les ventes de fromages de chèvre en libre-service des GMS (principal débouchés des produits caprins) continuent de s'apprécier. Après avoir plafonné au 1<sup>er</sup> semestre 2017, elles progressent depuis le 2<sup>nd</sup> semestre grâce à la reprise des volumes vendus. Sur 12 mois glissants se terminant en période p2, les ventes en volume ont en effet progressé de 1,2% d'une année sur l'autre à près de 44 940 tonnes. A 11,53 €/kg sur 12 mois glissants, le prix moyen du fromage de chèvre vendu en libre-service s'est légèrement apprécié (+5 cts /P2 2017, et +3 cts /moyenne année 2017). Mais il demeure loin des prix atteints en 2014 et 2015 (11,73 €/kg sur l'année 2015). les ventes ont ainsi dépassé les 518 M€ pour la 1<sup>ère</sup> fois sur une période de 12 mois glissants (+1,5%).

---

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

## Comment les filières lait « bio » se développent en Europe du Nord



Ce Dossier Économie de l'Élevage présente une analyse comparée des filières laitières biologiques de l'Allemagne, du Danemark, de l'Autriche et du Royaume-Uni. Dans ces quatre pays, elles se sont développées plus précocement et plus rapidement qu'en France. Chacune garde toutefois des traits typiquement nationaux, finalement proches de ceux des filières laitières conventionnelles.

Très concentré au Danemark et au Royaume-Uni où un seul opérateur totalise les deux tiers de la collecte de lait biologique du pays (les coopératives Arla Foods et OMSCO), le secteur est beaucoup plus diversifié en Allemagne où le lait biologique est collecté par une quarantaine de laiteries, la moitié de la collecte étant assurée par cinq opérateurs différents. En Autriche, la totalité des 85 laiteries du pays possède désormais une activité dédiée au lait biologique. Les logiques de filières varient considérablement d'un pays à l'autre : augmentation de l'autoapprovisionnement pour l'Allemagne ; diversification et innovation pour le Danemark ; mise en avant de la naturalité des produits en Autriche.

Néanmoins, des orientations communes se dessinent en parallèle, portées par une demande croissante en Europe pour une meilleure prise en considération du bien-être animal, des "produits-santé" aux vertus nutritionnelles pour le consommateur et un retour aux recettes traditionnelles.

Alors que la bio quitte peu à peu son statut de marché de niche, les échanges de lait "bio" seront certainement amenés à s'intensifier au courant des prochaines années. Le secteur laitier français devra trouver sa place au sein du marché biologique européen, sans négliger la position offensive des laiteries étrangères sur les marchés intra- et hors-UE : les entreprises danoises, autrichiennes et britanniques sont constamment à l'affût de nouveaux débouchés et explorent de nouveaux marchés, en premier lieu en Chine, en Amérique du Nord et au Moyen-Orient.

Adresse : Dossier Économie de l'Élevage n° 482 octobre 2017

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)